



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62 400 - BÉTHUNE

BÉTHUNE, le **16 JUIN 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**M. CUVILLIER André**

88 rue Nationale  
62 130 - Roëllecourt

Références : 113-2023

Code AIOT : 0 007 000 367

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement de M. CUVILLIER André implanté Lieu dit "les Bargiles" rue de Marquay à Roëllecourt (62130). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- M. CUVILLIER André
- Lieu dit "les Bargiles" rue de Marquay 62130 Roëllecourt
- Code AIOT : 0 007 000 367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

#### **Présentation succincte du site**

La carrière située sur la commune de ROELLECOURT est exploitée sous couvert de l'autorisation préfectorale du 17/04/2009, valable pour une durée de 30 ans.

L'exploitation a lieu sur les parcelles de section cadastrale 433 à 435, représentant une surface de

3ha 44a 50ca autorisée. La surface exploitable (hors bande des « 10 mètres ») est de 1ha 02a 65ca.

L'exploitation est conduite à ciel ouvert et à sec, au moyen d'engins mécaniques (pelles mécaniques, chargeur), sur une profondeur maximale de 15 m, sans descendre sous le niveau de la voie communale n°10. Aucun traitement des matériaux n'est effectué sur place.

Les matériaux extraits sont évacués par transport routier (tracteurs et remorques agricoles).

Le remblaiement se fait par l'apport extérieur de déchets inertes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Situation administrative de l'installation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constat

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 17/04/2009, article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas d'activité sur site depuis 2021.

M. CUVILLIER est à la recherche d'un repreneur pour l'exploitation de la carrière.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté.Préfectoral du 17/04/2009, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions générales d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>1.2 Capacité d'extraction</b></p> <p>Le tonnage maximal annuel autorisé est 5 250 tonnes par an pour l'extraction.</p> <p>Aucun traitement des matériaux n'est effectué sur place.</p> <p>Le volume maximal extrait autorisé est de 92 600 m<sup>3</sup> (soit 138 900 tonnes) sur la durée de l'autorisation.</p> <p><b>1.3 – Périmètres d'autorisation et d'extraction</b></p> <p>L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA constitué des parcelles reprises dans le tableau ci-après et représente une superficie de 3 ha 44 a 50 ca. Il est repéré par le périmètre ABCDEF figurant sur le plan joint qui constitue l'annexe I au présent arrêté.</p> <p>A l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à l'extraction PE porte sur une partie des parcelles reprises dans le tableau ci-après et représente une superficie de 1 ha 02 a 65 ca. Il est repéré par le périmètre 1-2-3-4 figurant sur le plan joint qui constitue l'annexe I au présent arrêté.</p> <p>La superficie exploitable est obtenue par déduction à la surface autorisée d'une partie des terrains qui a déjà été exploitée et de la bande réglementaire non exploitée de 10 mètres à laisser en bordure des terrains.</p> <p>L'exploitation occupera les parcelles suivantes de la section A du cadastre de la commune de ROELLECOURT au lieu-dit « Les Bargiles, la fosse du Bois Conteau ».</p> <p>Surface incluse dans le périmètre d'autorisation ; 3 ha 44 a 50 ca (parcelle 433(1ha31), 435 (1ha 31 et pour partie de 435 (0ha 82))</p> <p>Surface dans le périmètre d'extraction : (parcelle 433 (0 ha 0 a), 434 (0ha56 a) 435 (0ha 46 a) soit au total :1 ha 02 a 65 ca</p> <p><b>1.4 – Durée de l'autorisation</b></p> <p>La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée à trente ans.</p> <p>L'extraction de matériaux commercialisables n'est plus réalisée vingt-neuf ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p> <p><b>1.5 – Méthode d'extraction</b></p> <p>L'extraction est réalisée à sec au moyen d'engins mécaniques (pelle mécanique et chargeur). L'emploi d'explosif est interdit.</p> <p>L'exploitation est conduite à ciel ouvert et à sec, en gradins d'une hauteur maximale de cinq mètres. La hauteur maximale du front de taille ne peut excéder quinze mètres, l'extraction ne peut descendre sous le niveau de la voie communale n°10 dite « de Foufflin-Ricametz à Marquay ».</p> <p><b>1.6 – Remise en état</b></p> <p>La remise en état du site dont les modalités sont définies à l'article 9.2 consiste en un remblaiement de l'excavation par des matériaux inertes rapportés, le régalage des terres de découvertes puis la reconstitution de zones prairiales et mise en place de haies. Cette remise en état sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p>

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en annexe II au présent arrêté.

**Constats : 1.2)** - Les dernières ventes de marnes et les derniers apports de déchets inertes remontent au mois de juin 2021.

1.4) - Les campagnes d'extraction étaient réalisées par l'entreprise GUILLE TP. Il n'y avait pas d'activité le jour de l'inspection. Le site présente des fronts de taille inférieurs à 15 m (moyenne de 10 m) et la voie communale est toujours située en contre-bas de la carrière ce qui prouve que le niveau minimal d'extraction n'est pas atteint .

1.6) - Le remblaiement de l'excavation par des matériaux inertes (terres et gravats).

La partie avant coté Sud-ouest du site a déjà été comblée par des matériaux inertes (terres et gravats) et elle est aujourd'hui replantée.

Aucun autre type de matériaux que ceux visés par la liste n'a été vu lors de la visite.

Le document reprenant la date, la société, le transporteur, l'immatriculation et le poids n'est plus édité depuis l'année 2021.

1.6) - Quelle que soit l'issue du contentieux en cours avec le propriétaire des terrains qui permettent l'accès à la carrière (cessation, poursuite d'exploitation, vente...) les conditions de remise en état devront respecter les dispositions de l'article 1.6.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet